



# Rete dei Comunisti

# Bulletin International

## Octobre 2021

[Inx.retedeicomunisti.net](http://Inx.retedeicomunisti.net)

### Sommaire

Le doigt dans l'œil... sur l'Afghanistan .....	2
Editorial du 25 août, Rete dei Comunisti	
Lors de ces élections, nous avons soulevé des contradictions qui laissent des traces .....	12
Entretien avec Marta Collot, porte-parole national de Potere al Popolo	
Transition écologique, fission nucléaire et fausse idéologie.....	15
Organizzazione giovanile comunista Cambiare Rotta	
Affectant par le conflit et création de véritables relations de pouvoir.....	19
Entretien avec Sasha Colautti, USB - Secteur privé	
Contacts.....	29

# AFGHANISTAN: DAL RITIRO DELL'ARMATA ROSSA ALLA FUGA DEGLI STATI UNITI

Incontro-dibattito con relazioni di

Giacomo **Marchetti**

Rete dei Comunisti – Commissione Internazionale

Giorgio **Gattei**

docente di Storia del Pensiero Economico  
dell'Università di Bologna

Sergio **Cararo**

Redazione Contropiano

Moderata Mila **Pernice**

Rete dei Comunisti Roma

Gli USA ancora una volta in fuga dalle proprie sconfitte

Roma, 11 settembre ore 17  
Casa della Pace  
Via di Monte Testaccio, 22



## Le doigt dans l'œil... sur l'Afghanistan

Editorial du 25 août, Rete dei Comunisti

On est convaincu que ce qui se passe en Afghanistan ne peut être interprété correctement sans remonter aux racines politiques et historiques qui ont déterminé la situation actuelle.

Autour de la tragédie de ce peuple, ils ont produit des mensonges et des mystifications indécentes dont les principaux acteurs ont été les États-Unis (suivis par les pays européens depuis les années '70), le Pakistan et les dirigeants réactionnaires d'Arabie saoudite. C'est en fait le président Carter qui, en juillet 1979, soit six mois avant l'intervention de l'URSS, a décidé de soutenir militairement les fondamentalistes et le Pakistan dans la guerre contre le gouvernement afghan.

**Adopter une vision farouchement critique des versions officielles fournies par les gouvernements et les "appareils idéologiques de l'État", tels que les télévisions et les médias en général, est une obligation pour une force communiste comme la nôtre**, car au plus fort du dogme antisoviétique dans les années '80, notre secteur, qui s'appelait à l'époque Movimento per la Pace ed il Socialismo, était la seule organisation politique en

Italie à pratiquer publiquement la solidarité internationaliste avec le gouvernement afghan.

Un gouvernement attaqué par des forces féodales comme les Mollahs, les propriétaires terriens qui ont vu leur pouvoir remis en question par les réformes socialistes qui ont été faites dans les campagnes, les services sociaux, les écoles avec l'alphabétisation, jusqu'à l'émancipation de toutes les femmes, l'interdiction des mariages arrangés et de la burqa (comme cela a été bien expliqué dans l'article de Contropiano.org du 22 août intitulé "Monstres mondialisés" par Leonardo Masone).

Notre position était inconfortable et isolée, même par la gauche la plus radicale, mais nous l'avons soutenue avec toute la détermination nécessaire, conscients que, cependant, l'intervention soviétique pouvait sauvegarder les caractéristiques sociales et démocratiques de cette expérience, nécessaires à l'émancipation du peuple afghan.

---

*Une position très difficile et une position résolument "kabuliste", comme on l'appelait à l'époque, mais une position claire qui nous permet aujourd'hui de représenter et de renforcer un point de vue qui s'impose désormais par les faits qui se révèlent en cette deuxième quinzaine d'août, faisant exploser tous les mensonges et toutes les mystifications des pays impérialistes, des USA mais aussi de l'UE.*

---

La première était que le gouvernement afghan des années '80 n'existait que grâce à l'URSS. La réalité est que ce gouvernement a bien résisté aux agressions extérieures impérialistes et fondamentalistes pendant trois années et demie (de 1989 à 1992) après le retrait soviétique, montrant qu'il avait une relation forte avec des secteurs importants de la société afghane. Une chose très différente de l'actuel gouvernement fantoche qui, laissé seul avec ses propres forces, n'a même pas tenu trois semaines, ce qui démontre une fois de plus son incohérence.

Certes, les Occidentaux ne peuvent nier qu'ils étaient bien conscients des caractéristiques obscurantistes et réactionnaires de leurs alliés et qu'ils les ont même encouragés et soutenus dans une démarche anticomuniste. Par conséquent, les larmes versées sur ceux qui fuient la barbarie des talibans semblent complètement fausses, et quelques réflexions s'imposent ici.

**La première est celle du massacre du 1992 contre les communistes, leurs familles et tous ceux qui défendaient une vision sociale progressiste contre l'obscurantisme des moudjahidines.** Pourtant, à l'époque, les Occidentaux étaient tout à fait satisfaits que ces massacres soient perpétrés, qu'il s'agisse d'hommes, de femmes ou d'enfants, et ont même dressé un voile de silence à ce sujet, en se concentrant uniquement sur la défaite militaire.

Ils n'ont rien dit non plus lorsque le président afghan Najibullah a été barbarement émasculé puis pendu en pleine rue en 1996. Même nos belles âmes de gauche sont restées silencieuses face à un épisode que l'Occident "civilisé" a ensuite répété avec Saddam Hussein et Kadhafi mais a échoué, heureusement, avec le président syrien Assad.

---

*L'autre est que si l'on doit identifier un responsable de ce qui se passe aujourd'hui à Kaboul, c'est précisément l'Occident, qui a utilisé le premier la vague intégriste et qui abandonne maintenant ses partisans à cette barbarie évoquée comme un apprenti sorcier improvisé.*

---

Le vrai danger qui guette aujourd'hui les "réfugiés" et les collaborationnistes est celui qui vient des roues des avions américains au décollage et de la fuite devant les alliés, ni plus ni moins que ce qui a été fait en 1975 avec les collaborationnistes au Vietnam, face à la rhétorique désormais insoutenable et éhontée de la défense des femmes et des enfants, désormais cyniquement abandonnés à eux-mêmes.

Dans les mois à venir, nous devons continuer à travailler à la "contre-information" politique et historique sur l'affaire afghane, en combattant systématiquement une opération idéologique néocoloniale de moins en moins crédible qui, depuis les années '90, fait "rêver" les maîtres du monde que l'Histoire était vraiment terminée.

**Mais s'il ne faut pas faire de rabais sur le passé, l'affaire afghane est l'aboutissement d'un renversement brutal du parcours historique des trente dernières années.** Depuis quelques années, on sent que la situation est en train de changer radicalement : de la concurrence mondiale accrue à la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, en passant par la tragédie de la pandémie qui a marqué les pics les plus intenses précisément dans les pays où le libéralisme a dévasté le tissu social.

Depuis quelque temps, en tant que Rete dei Comunisti (Italie), nous travaillons à l'analyse de ce changement et nous l'avons fait notamment dans deux Forums nationaux, en 2016 et 2019 sur la crise de l'hégémonie du capital et l'impasse des rapports de force entre impérialismes, dans lesquels nous avons identifié un passage historique que nous avons défini comme étant de la même profondeur que celui de la crise de l'URSS, mais de signe politique opposé.

---

*En ce sens, il est nécessaire d'identifier – même si c'est encore de manière approximative car une longue phase de changement s'ouvre – quels sont les caractères qui émergent, aussi bien les plus évidents que les moins visibles mais potentiels qui peuvent éclater dans un futur proche.*

---

Allons-y par points :

a) **La défaite est idéologique plutôt que militaire**

La défaite la plus grande et la plus brûlante pour l'Occident est la défaite IDÉOLOGIQUE. L'utilisation éhontée des armes en termes d'interventions coloniales réelles à partir des années '90 (les énumérer serait inutile ainsi que très long), a été possible parce que dans ces années une vision révolutionnaire générale avait capitulé et que le soi-disant "interventionnisme humanitaire", la guerre "sans fin" pour la démocratie, etc. s'était affirmé.

Cela a permis la motivation idéologique nécessaire pour justifier tout type d'ingérence et d'intervention militaire envers le monde extérieur, mais aussi pour justifier auprès des populations des pays impérialistes les dépenses économiques et les coûts humains payés pour accomplir une tâche "supérieure", précisément humanitaire.

Cependant, il ne faut pas oublier que la passivité qui s'est installée ces dernières décennies chez les peuples des pays occidentaux était également due à la conscience implicite que ces crimes auraient permis de distribuer aux "masses" les miettes d'un vol généralisé envers les pays de la périphérie, une "périphérie mondiale" qui, à l'époque, comprenait également la Chine en raison du faible coût de la main-d'œuvre.

---

*L'échec en Afghanistan, qui est survenu après ceux de l'Irak, de la Syrie, du Yémen et de bien d'autres endroits, notamment en Amérique latine, met fin à l'hégémonie occidentale sur la lutte pour la démocratie, les droits de l'homme et les droits des femmes. Le linteau idéologique s'est effondré et toutes les structures civiles et militaires qui s'y sont appuyées pendant des décennies s'écrouleront.*

---

## b) Les causes matérielles de la défaite américaine

Les causes qui ont conduit à ce résultat sont politiques et militaires, mais elles sont surtout matérielles, car le gendarme autoproclamé du monde n'avait pas la force matérielle de soutenir ce rôle, à commencer par les faiblesses de sa structure économique et financière, qui avait été poussée à l'extrême avec la politique du taux d'intérêt zéro et une surproduction anormale de capital.

Une faiblesse structurelle et une nouvelle vérité historique sont donc en train d'émerger : ***après à peine trente ans d'un monde unipolaire USA, il devient évident qu'un seul pays ne peut pas contrôler la planète***, surtout dans une phase de crise économique-financière, sociale et enfin environnementale qui dure depuis plus de dix ans.

Ce qui émerge est un monde multipolaire, qui sera toutefois soumis à de nombreuses contradictions et conflits s'il conserve sa base matérielle dans le mode de production capitaliste, et au sein duquel la volonté de dépasser l'ordre social actuel pourrait trouver une nouvelle vigueur.

## c) ***L'échec d'une classe dirigeante***

Il y a également un échec de la conception stratégique qui démontre les limites de la classe dirigeante américaine. L'intervention et le contrôle de l'Asie centrale sont le fruit de la réflexion stratégique de Zbigniew Brzezinski, conseiller du président Carter et membre de la Trilatérale, qui a théorisé la nécessité d'occuper le centre du continent asiatique afin d'obtenir une position stratégique décisive dans cette zone, loin des États-Unis. À partir de là, ils pensaient pouvoir conditionner la Chine, la Russie et l'Iran pour maintenir leur domination sur le monde. Ce "nouveau Vietnam" montre à quel point un tel calcul était irréaliste.

#### d) ***L'utilisation du keynésianisme militaire***

Depuis la guerre de Corée en 1950 aux États-Unis, celui qui a exercé une influence décisive sur la politique internationale américaine est l'appareil militaro-industriel, c'est-à-dire l'utilisation du keynésianisme militaire. Elle a été décisive car il s'agit du secteur de production le plus important, les États-Unis étant de loin le premier producteur et exportateur d'armes au monde.

Le recul que subit aujourd'hui l'interventionnisme américain, l'importance et le rôle accrus de ses concurrents, n'ont pas seulement un effet stratégique mais aussi économique et donc social. En d'autres termes, vers où ce secteur de pointe se tournera-t-il pour accroître ses bénéfices ? Le marché intérieur, qui est toujours protégé et "florissant", ne sera certainement pas suffisant.

Cette nécessité produira d'autres effets en chaîne d'une autre nature : d'une part, l'approfondissement d'une crise industrielle et sociale qui pèse déjà lourdement sur l'économie américaine, et d'autre part, sachant parfaitement comment fonctionne la "bête", quels autres scénarios de guerre se préparent pour soutenir l'appareil militaro-industriel ?

#### e) Un nouvel ordre international

Il est clair que dans les mois et les années à venir, un nouvel ordre international prendra forme, peut-être même de nouveaux rapports de force qui pourraient sortir de l'impasse des impérialismes que nous avons analysée et qui dure depuis au moins une décennie, c'est-à-dire depuis la précédente crise financière. Comprendre ce que sera le scénario international, en procédant par hypothèse et par vérification, n'est pas un exercice intellectuel de géopolitique mais une façon de situer l'initiative des communistes dans les perspectives et aussi, en ce qui nous concerne, dans la situation nationale spécifique.

Certains signes ont déjà été donnés par une reprise de l'activisme du G7 avec le récent sommet qui s'est tenu en juin en Cornouailles où certains choix stratégiques auparavant moins évidents ont émergé. Fondamentalement, face à la concurrence mondiale et au rôle de la Chine, aux ambitions croissantes et diversifiées des alliés, et au retrait d'Afghanistan qui était déjà prévu (mais certainement pas aussi prévu que la débâcle à laquelle le monde assiste), les États-Unis mais aussi l'UE prennent acte du changement de l'équilibre stratégique.

Ils considèrent probablement la perte du contrôle impérialiste direct sur une grande partie de l'Asie et réorganisent l'espace atlantique en recomplantant l'OTAN, qui, il y a quelques années encore, semblait en voie de disparition.

Bien sûr, les prévisions exactes à ce sujet sont prématurées et nous ne pouvons qu'essayer de comprendre les tendances, mais l'idée de consolider l'espace atlantique autour des États-Unis et de l'UE, en renforçant également ses positions en Afrique et en Amérique latine, est une hypothèse qui ressortait déjà de la proposition faite lors de la réunion du G7 en juin, à savoir celle de construire une "Route de la soie occidentale". Bien sûr, le résultat négatif du G7 sur le retrait de Kaboul doit également être pris en compte, mais ce sommet s'est tenu dans des conditions clairement ingérables pour les forces de l'OTAN.

---

*L'hypothèse du maintien de la "citadelle" impérialiste de l'alliance atlantique est tout à fait vérifiable, mais elle est logiquement la plus réaliste dans la mesure où les relations avec la Chine in primis mais aussi avec la Russie subissent une très forte attrition.*

---

Significative a été la déclaration de la porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères qui a déclaré que "partout où l'armée américaine va, elle laisse le désordre et la division, le chaos, des familles brisées et la dévastation".

Si telle est la perspective sur laquelle travaillent les puissances occidentales, deux questions se posent, qui sont de nature stratégique mais qui ont à voir avec notre action politique directe en tant que communistes en Italie.

**La première concerne le rôle de l'Amérique latine dans cette réorganisation atlantique.** Il faut rappeler qu'une tentative de rendre ce continent plus fonctionnel pour l'économie nord-américaine a déjà été faite dans les années '90, d'abord avec la constitution de l'ALENA (en anglais NAFTA), en tant que zone de commerce économique, puis avec l'élargissement au reste du continent avec la ZLEA (en anglais FTAA).

Cette perspective a échoué parce que la Chine est "entrée" sur le marché avec des coûts de main-d'œuvre et des aides publiques à l'investissement direct étranger (IDE, en anglais FDI) plus convaincants pour les multinationales que ce que les pays d'Amérique latine pouvaient offrir. Ce n'est pas une coïncidence si c'est précisément dans cette situation d'importance relative pour les États-Unis des pays d'Amérique latine que les expériences politiques bolivariennes se sont installées, à commencer par le Venezuela, et que l'ALBA a été créée en tant qu'espace économique alternatif.

Dans le changement prévu de la centralité retrouvée de la zone atlantique, l'attention que les États-Unis et l'UE accorderont à ces pays changera

également. La campagne anti-cubaine à laquelle nous assistons depuis des mois, l'ingérence constante, même avec des coups d'État, dans les politiques des pays qui revendiquent leur indépendance économique face aux vols des multinationales, ne sont pas seulement le produit de l'idéologie anticommuniste mais du besoin de reprendre le contrôle d'un espace qui évolue vers des perspectives sociales alternatives. Cette nécessité concerne l'Amérique du Nord mais aussi l'UE, qui s'associe systématiquement aux États-Unis sur ces campagnes.

La seconde question concerne la relation entre les États-Unis et l'UE. S'il est vrai que l'objectif est de renforcer l'axe atlantique, cela ne peut laisser la relation telle qu'elle était auparavant, car aujourd'hui ce sont les États-Unis qui ont besoin de renforcer leur alliance avec l'UE ; la Grande-Bretagne seule ne suffit pas. Mais ***l'UE n'est plus disposée à jouer un rôle subordonné et non "égal" à celui des États-Unis.***

Le pôle impérialiste européen a été "forgé" au cours d'années de crises continues, et celles-ci ont toujours eu un effet de renforcement sur Bruxelles, de sorte que la seule relation acceptable aujourd'hui est une relation d'égal à égal. D'autre part, c'est la fonction des États-Unis qui est en crise, puisqu'il est désormais démontré qu'ils ne sont pas capables de supporter seuls le destin du monde.

En outre, l'UE, contrairement aux États-Unis, a la possibilité d'utiliser les "deux fours", de sorte que si les États-Unis n'acceptent pas un changement dans leurs relations, l'alternative des relations économiques avec la Chine est déjà sur la table. Et c'est précisément sur cette contradiction que la Chine et la Russie travaillent. Cette option est clairement visible dans les déclarations de l'UE et des principaux États européens, qui diffèrent de celles des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Naturellement, les conditions qui seront déterminées, les choix concrets qui seront faits, et les changements ultérieurs dans les rapports de force entre les puissances compteront pour beaucoup dans les scénarios hypothétiques. Cependant, ce qu'il faut comprendre maintenant, c'est le processus qui sera enclenché par les bouleversements actuels, mais qui prendra des formes difficiles à prévoir dans les années à venir.

En tant que Rete dei Comunisti (Italie), nous pensons que les espaces pour lutter pour une alternative politique et sociale vont augmenter. En tout cas, deux champs de bataille politique et idéologique que nous suivons depuis un certain temps se confirment : celui de l'internationalisme, en particulier envers les expériences de socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle qui se développent en Amérique latine, et celui de la rupture de l'Union européenne comprise comme un pôle

impérialiste, qui paradoxalement trouve dans la crise des USA des raisons plus fortes pour la construction d'un espace politique et économique compétitif.

Publié en italien le 25 août 2021

# AFGHANISTAN: GLI SCENARI DOPO LA SCONFITTA DELL'OCCIDENTE

**TORINO  
MILANO  
BOLOGNA  
PISA  
SIENA  
ROMA  
NAPOLI**

**RICOSTRUIRE LA STORIA  
DI UN PAESE CONTRO  
LA MENZOGNA DELLA  
GUERRA PER LA DEMOCRAZIA  
PER IL RILANCIO  
DELLA LOTTA  
INTERNAZIONALISTA  
CONTRO NATO ED  
UNIONE EUROPEA**

**CAMBIARE  
ROTTA** ★  
ORGANIZZAZIONE GIOVANILE COMUNISTA



## Lors de ces élections, nous avons soulevé des contradictions qui laissent des traces

Entretien avec Marta Collot, porte-parole national de Potere al Popolo

Entretien avec Marta Collot, candidate à la mairie de Potere al Popolo à Bologne.

Nous sommes maintenant à la fin de cette campagne pour les élections municipales à Bologne. Quelle est votre évaluation de la campagne électorale de Potere al Popolo ?

Définitivement positif ! Au-delà du nombre de votes, je pense que **nous avons réussi à représenter dans ces élections les voix de ceux qui n'ont pas de voix** dans cette ville.

Il y a encore beaucoup de travail à faire, mais nous pouvons être satisfaits car dans une compétition endormie par la victoire évidente du PD, nous avons

soulevé des contradictions qui ont évidemment laissé des traces. Permettez-moi de donner deux exemples. Lors du rassemblement de Salvini dans le quartier populaire de San Donato, notre contre-manifestation a donné une voix aux résidents qui en avaient assez de l'exploitation, et cette voix a été couverte par tous les médias. Au centre de la Piazza Verdi, notre assemblée sur les besoins des jeunes, organisée avec les camarades de Cambiare Rotta, a reçu une réponse de la Ligue elle-même, qui a organisé une contre-initiative littéralement du jour au lendemain.

Avec quels secteurs sociaux le dialogue sur la proposition de la ville publique a-t-il été plus facile et avec lesquels plus difficile ?

---

***Le dialogue le plus naturel est peut-être celui avec les jeunes. Même si beaucoup d'entre eux ne vivent pas à Bologne, les problèmes de loyer et d'insécurité de l'emploi s'ajoutent aux problèmes rencontrés par les jeunes, ce qui rend nécessaire une communication directe, indépendamment de la possibilité de voter. La plus difficile est celle des banlieues abandonnées par la politique officielle. Il arrive que nous soyons accueillis par le classique : "Vous êtes courageux de vous présenter juste pour les élections", mais nous pouvons être cohérents dans notre rupture avec le monde du PD***

---

Dans votre ville, que signifie mettre en avant la vision alternative d'une ville publique ? Avec quels intérêts matériels entre-t-elle en conflit ouvert ?

***C'est précisément ce monde du DP qui a toujours régi Bologne et formé un système fermé. Ce n'est pas seulement le PD, mais aussi les gangs de patrons déguisés en coopératives, les syndicats complices et les fondations.***

Il y a quelques jours, j'ai eu une réunion avec l'Alliance des coopératives italiennes, qui nous proposait son document de programme. Vous pouvez imaginer leur visage lorsque je leur ai dit que l'objectif est d'internaliser tous les services publics sur lesquels les "coopératives" fondent leur activité.

Nous avons enregistré les plaintes habituelles sur le fait qu'il n'y avait pas de liste de gauche "unique" pour les élections municipales. Pourquoi n'était-ce pas possible ?

Nous avons toujours évité de susciter la controverse publique, mais nous pensons que la différence en termes d'intensité de la campagne, de référents

sociaux et d'attitude dans la rue a été constatée. Nous n'aimons pas la présence de plus d'une liste "communiste", mais nous savons qu'une liste "unitaire" qui n'agit pas parce qu'elle est toujours engagée dans des diatribes internes est certainement pire.

Après les élections vient une grève générale, celle du 11 octobre. Comment ces deux dates ont-elles interagi dans votre action politique ?

---

*La construction de la grève générale a été un axe de notre campagne. Pratiquement tous les jours, nous battons les gares de banlieue et les lieux de travail.*

---

La réalisation de ce volet de la campagne n'est pas qu'une question de volonté politique, la fragmentation du travail fait qu'il ne s'agit pas seulement de se limiter aux proverbiales "portes d'usine" (qu'il faut faire, et personne ne pense s'épargner la peine de se lever pour aller à la première équipe !) mais aussi de trouver des cantines et des restaurants qui rassemblent les travailleurs pour le déjeuner.

Comme dans le domaine électoral, le centre-gauche a créé un désert de méfiance dans le domaine syndical. **La rupture avec la complicité syndicale est un élément sur lequel construire la crédibilité.**

Selon vous, que laisse cette expérience électorale en termes de sédimentation sociale de Potere al Popolo dans votre territoire ?

L'assemblée de Potere al Popolo sort de cette campagne électorale avec plus de camarades actifs dans plus de quartiers. Là où nous étions déjà présents, nous avons renforcé notre présence et nos liens avec les réalités du territoire. Dans d'autres zones, comme San Donato, qui était au centre de la campagne de sécurité habituelle, nous étions présents en tant qu'individus, nous avons réussi à organiser des initiatives politiques et nous avons également fait office de mégaphone pour les préoccupations d'une partie de ce quartier.

Nous sortons de cette campagne avec plus de dialogue avec les classes ouvrières de Bologne. Et avec la conscience que, dès le lendemain des élections, il y aura beaucoup de travail à faire.



**NON C'È  
GIUSTIZIA AMBIENTALE  
SENZA  
GIUSTIZIA SOCIALE**

**PER IL RISCATTO  
DI UNA GENERAZIONE  
SENZA PROSPETTIVE  
11 OTTOBRE SCIOPERO GENERALI**

**CAMBIARE  
ROTTA**  
ORGANIZZAZIONE GIOVANILE COMUNISTA

## **Transition écologique, fission nucléaire et fausse idéologie**

Organizzazione giovanile comunista Cambiare Rotta

Révision de nos déclarations et positions sur l'installation de centrales à fission nucléaire en Italie qui, ces dernières semaines, ont relancé puis alimenté la controverse.

Cingolani, ministre de la transition écologique du gouvernement Draghi, a déclaré lors d'un événement Italia Viva que les écologistes radicaux chic sont pires que la catastrophe climatique car ils ne comprennent pas qu'il existe aujourd'hui de nouvelles technologies permettant de produire de l'énergie propre par la fission nucléaire et sans qui sait quels déchets radioactifs.

Les premières réactions sont venues des partis : alors que le PD s'est contenté de qualifier le projet de polémique erronée et que le M5S a timidement exprimé son opposition en demandant une rencontre avec Cingolani (par ailleurs, après avoir abandonné tant de causes comme celle de No Tav, il est peu crédible sur le

front de l'environnement), la Lega a pour sa part soutenu le projet et a même proposé de construire une centrale en Lombardie.

En tant qu'organisation qui considère ***l'environnementalisme anticapitaliste comme un plan stratégique de lutte et d'investigation***, nous ne pouvons manquer de placer ces ouvertures dans un cadre beaucoup plus large que nous avons commencé à analyser depuis longtemps et qui concerne toute la manœuvre de transition écologique parrainée par l'Union européenne et reprise par le gouvernement à l'échelle nationale.

Parmi les critiques de la re proposition de l'énergie nucléaire que nous avons publiées et représentées dans la rue ces dernières semaines, nous voudrions souligner la critique de l'attitude d'un ministre qui, face (comme il le dit lui-même) à une catastrophe vers laquelle "nous tirons", est incapable de proposer un plan d'action crédible et alimente donc son discours avec des visions qui ne sont pas encore concrètes.

De son propre aveu (suite à des critiques), il a souligné que "nous ne pourrions rien faire de nucléaire aujourd'hui, parce que nous avons un référendum qui dit non aux anciennes technologies et que les nouvelles ne sont pas encore en place". Alors, quel est l'intérêt de soulever cette question ? Nous constatons simplement qu'il ne s'agit pas de fausses déclarations, mais qu'elles précèdent une série d'événements préparatoires à la conférence climatique PreCop26, dont deux sont entièrement consacrés à faire connaître l'énergie nucléaire comme alternative aux combustibles fossiles.

---

*Le fait est que ces clarifications ne clôturent pas l'affaire pour autant :*

***- la propagande "greenwashing" de nombreux acteurs de la transition (gouvernementaux et non gouvernementaux) au sein de la communauté scientifique et auprès des jeunes ne s'arrête pas ;***

***- Nous n'avons pas encore assumé notre passé nucléaire : les déchets produits il y a 30 ans attendent toujours d'être stockés définitivement (et ce n'est pas seulement notre problème)***

---

En résumé, il s'agit d'un domaine dans lequel nous avons tout intérêt à maintenir un haut niveau d'attention, non pas pour cultiver la tradition de la "gauche du non", mais parce qu'il s'agit d'un sujet qui nous oblige à poser des questions politiques, qui incluent mais dépassent le calcul de la réduction des émissions et concernent directement le modèle de développement que nous entendons soutenir si nous voulons que l'humanité ne succombe pas.

***Pour nous, considérer la science comme communiste, c'est d'abord se demander quelles sont les priorités du progrès, qui en bénéficie et à quel prix. C'est reconnaître que la science n'est pas neutre***, c'est-à-dire que si ses résultats sont universellement valables, l'orientation de la recherche est dictée par des intérêts déterminés par les rapports de force au sein de la société (qui, pour l'instant, sont tous contre nous). C'est pour cette raison que les moments d'analyse approfondie des raisons scientifiques du rejet de la fission nucléaire n'auraient aucun sens sans une critique plus large de " l'escroquerie écologique " qu'est la re-proposition à la sauce verte du mode de production capitaliste, qui s'est avéré incompatible avec les limites physiques de cette planète ; C'est pourquoi, quelle que soit notre curiosité scientifique à l'égard des progrès réalisés dans le domaine de la fusion nucléaire, nous devons reconnaître (malgré les titres accrocheurs sur le nouvel aimant d'ENI) que le chemin est encore long avant de devenir une réalité et qu'il faut inverser la tendance maintenant, et non dans 20 ou 30 ans.

Les places auxquelles nous participerons et avons participé (du FFF le 24/09 à la manifestation de PreCop26 le 2/10) ainsi que l'initiative que nous avons organisée à Bologne et le prochain débat qui se tiendra au Politecnico di Milano seront des moments pour construire un contre-récit et des pratiques concrètes de lutte contre la transition proposée par le gouvernement, faite d'une part de propositions vagues et d'autre part d'actions très concrètes visant à réprimer les luttes environnementales historiques (comme NoTav et NoTap) afin de poursuivre le renforcement du pôle européen et de satisfaire les intérêts des multinationales de l'énergie.





## Affectant par le conflit et création de véritables relations de pouvoir

Entretien avec Sasha Colautti, USB - Secteur privé

En tant que Rete dei Comunisti, nous avons interviewé Sasha Colautti de l'Unione Sindacale di Base - Private Sector en vue de la grève générale du 11 octobre afin de faire le point sur les différentes démarches entreprises par le syndicat au cours des derniers mois.

Question - Samedi 8 mai à Gênes, l'USB a créé la Coordination des travailleurs maritimes et portuaires, une étape importante qui permet au syndicat d'être présent dans tous les segments de la chaîne logistique et de devenir un pôle d'attraction pour les travailleurs de plus en plus combatifs du secteur. La coordination nouvellement formée a immédiatement réussi à s'attaquer à deux problèmes en particulier, qu'elle a pu aborder de front en promouvant des grèves et des initiatives. Elle a encouragé une grève de 24 heures pour la

sécurité - le 14 juin - après la énième mort d'un travailleur portuaire (dans ce cas à Salerne), et a appelé au boycott du transport d'armes de guerre dans les ports pendant l'offensive sioniste sur Gaza.

Dans votre discours à Gênes le 8 mai, vous avez fortement insisté sur la nécessité de briser le monopole de représentation de la CGIL. CISL et UIL, qui, avec le "fascisme d'entreprise", agit comme une combinaison pour annihiler les poussées plus généreuses des travailleurs qui demandent des salaires, des droits et des garanties, et met une camisole de force sur le développement du syndicalisme de confrontation.

Selon vous, quelles avancées ont été réalisées ces derniers mois sur cette question au niveau syndical ?

Sasha Colautti - L'USB poursuit sa forte croissance numérique dans le secteur privé, des chiffres qui contrastent avec le déclin de ceux de la CGIL, de la CISL et de l'UIL, des organisations qui semblent de plus en plus en difficulté en termes de représentation des travailleurs en chair et en os.

---

*La CGIL, la CISL et l'UIL ont choisi un modèle de représentation complètement autoréférentiel, qui ne repose pas sur le consentement des travailleurs, mais sur la reconnaissance des employeurs qui est accordée de temps à autre après la signature d'un accord syndical : "Vous ne représentez que si vous signez de (mauvais) accords"*

---

Ce modèle, comme nous l'avons tous vu - en commençant par la nouvelle déstructuration du modèle contractuel en 2009, puis avec l'"accord Marchionne" sur le CCSL de Fiat - a conduit à un vide systématique de la négociation nationale, car aujourd'hui, la négociation nationale est mortellement liée à la reconnaissance accordée par la contrepartie par le biais de la représentation, comprise comme une "présence aux tables", et à la reconnaissance des opportunités (donc des autorisations syndicales) dues aux signataires de ces contrats. Un modèle qui, entre autres, permet à ces organisations de survivre économiquement : les contrats nationaux sont désormais liés de manière double dans la gestion de la protection sociale, des fonds de pension et évidemment des "quotas contractuels". **Les organisations qui signent des contrats nationaux savent donc que cette signature est également liée à des revenus économiques très importants - et pour elles nécessaires.**

L'USB a choisi de contrebalancer le cadre que j'ai décrit ci-dessus par un modèle de représentation qui part des travailleurs, qui vise à avoir un impact à travers le conflit et la création de véritables relations de pouvoir. Un modèle bien éloigné de l'autoréférence et de l'appel aux tables "juste parce que vous êtes signataire d'un contrat".

Nous vivons une phase où nos choix sur le plan stratégique nous permettent d'être présents dans les entreprises et de siéger aux tables de négociations les plus importantes uniquement grâce à notre représentation réelle, au poids des membres et aux luttes que nous sommes capables de mettre en place.

---

*L'entrée de l'USB dans les ports de Gênes, Livourne et Trieste est un facteur important parce que ce n'est pas un élément d'extemporanéité, mais fait partie d'un choix précis que l'USB a fait au niveau du conflit général et de l'initiative confédérale et privée. Un choix scellé ensuite par l'assemblée du 19 juin à Bologne*

---

Question - En effet, le 19 juin dernier s'est tenue à Bologne une importante assemblée de travailleurs et de délégués de l'Unione Sindacale di Base, à laquelle ont participé de nombreux participants : " De la chaîne de montage à la chaîne de valeur ", qui a réaffirmé avec force la centralité de la question de classe, la nécessité du conflit au sein d'une hypothèse syndicale organisée au niveau confédéral, et le fait qu'au sein du mouvement ouvrier organisé " se joue le jeu de la démocratie dans ce pays ", comme l'a dit Guido Lutrario, de la Fédération du travail social et représentant de l'exécutif national.

***Il faut rappeler qu'il s'agissait d'une assemblée tenue au lendemain de la grève appelée par tous les syndicats de base de la logistique et qui a vu un militant de Si.Cobas - Adil Belakhdim - tué lors d'un piquet de grève devant le centre logistique Lidl à Biandrate.***

Vous avez ouvert l'initiative en la définissant à juste titre comme ayant une "saveur de congrès". Quelles sont les questions qui ont été soulevées lors de cette réunion et qui, selon vous, ont pris le dessus dans les mois qui ont suivi, et quel impact ont-elles eu sur le débat au sein du syndicat ?

Sasha Colautti - Oui, c'est vrai, j'ai défini cette nomination comme ayant une " saveur de congrès " et c'est vrai précisément à cause de ce que je disais en

réponse à la question précédente : à cause de la pandémie, nous avons été obligés de reporter le congrès. Cependant, la croissance de nos effectifs, tant en termes de membres que de nouveaux délégués, a donné lieu à un débat interne qui, pendant la pandémie, a donné lieu à de nombreux moments de débat public par le biais d'initiatives, notamment en ligne, qui ont été très suivies. Au cours de ces mois, il est devenu plus clair que l'analyse de l'importance de la "chaîne de valeur" en tant qu'objectif stratégique de notre lutte a finalement été mûrie dans la pratique. Un point faible à atteindre dans le cadre du processus actuel de restructuration du capital.

---

*La pandémie a rendu la chaîne de valeur "production-transport-distribution" encore plus fragmentée, et les cycles de production font désormais l'objet de nouvelles attaques, notamment de délocalisations. Cependant, il existe également un processus de "régionalisation" de la chaîne d'approvisionnement, qui peut devenir une cible sensible des luttes syndicales dans les usines, la logistique et même dans le secteur de la vente au détail*

---

Reconnaître cet élément comme un facteur clé de nos choix politico-syndicaux ouvre aussi, de mon point de vue, une discussion sur le modèle syndical que nous avons en tête, et c'est pourquoi je crois que l'assemblée des travailleurs de Bologne a tracé une ligne de congrès.

Aujourd'hui, le terme "union confédérale" a pris une connotation négative parce que nous venons de vingt ans où les unions dites "confédérales" ont déformé sa véritable signification. La CGIL, la CISL et l'UIL sont complètement désengagées de l'idée même de confédéralité, parce qu'elles sont devenues les principaux partisans d'une division claire entre les catégories, les lieux de travail et les travailleurs.

Question : Cet été, un accord a été conclu entre les " partenaires sociaux " (gouvernement, Confindustria et CGIL, CISL et UIL) qui a débloqué la possibilité de licencier à partir du 1er juillet, ne prolongeant pas une des mesures qui avait permis que la crise de la pandémie ne se transforme pas immédiatement en catastrophe sociale pour un grand nombre de salariés. L'accord, dont seuls quelques secteurs étaient exclus (textile, chaussure, mode), ne liait en fait en rien les entreprises, " recommandant " (c'est le terme utilisé) aux patrons de leur faire faire 13 semaines de caisse de licenciement, payées par l'État - c'est-à-dire la collectivité - avant de les licencier.

A partir de ce jour, une véritable boucherie sociale a commencé. Pouvez-vous nous donner un bref aperçu de la phase qui a débuté après l'un des pires accords syndicaux de tous les temps ?

Sasha Colautti - ***C'est vraiment le pire accord syndical de tous les temps.*** En réalité, il ne s'agit même pas d'un accord, mais d'une "supination" retentissante, pas du tout inattendue à vrai dire, face aux exigences de la Confindustria de Bonomi et du gouvernement.

Il s'agit d'un accord qui n'impose aucune contrainte ou limite et qui ne contient aucune obligation pour les entreprises. En fait, le texte contient une "invitation, une recommandation" à utiliser 13 semaines d'indemnités de licenciement avant de licencier. Une telle chose n'a jamais été vue ou entendue auparavant, et la grande chose est que Landini et co. Ils l'ont vendu comme un grand résultat, le fruit d'un effort incroyable.

Une chose surréaliste, rendue encore plus surréaliste par l'ouverture immédiate de lourdes restructurations d'entreprises, avec l'annonce de centaines de licenciements dans de nombreuses réalités industrielles importantes, une avant tout GKN, mais nous pouvons aussi parler des roues Giannetti, Timken, ABB, Fedex. Ces situations immédiates ont été immédiatement suivies par Stellantis, qui a annoncé qu'elle avait 12 000 travailleurs de trop, et enfin Alitalia, dont nous connaissons tous aujourd'hui la grave situation de crise.

Parmi celles-ci, le conflit avec GKN est celui qui a le mieux réussi à attirer l'attention sur les choix de ces multinationales qui, sans regarder personne en face et après avoir reçu des millions d'euros de subventions publiques, licencient des centaines de travailleurs, mettant à genoux l'économie de tout un territoire.

***Certains se sont empressés de critiquer "la méthode utilisée" (le cas du licenciement par courrier électronique est désormais célèbre), mais ce n'est pas la méthode qui est en cause, mais le fait lui-même.***

Commençons par dire que la suppression des licenciements au milieu d'une situation d'urgence liée à une pandémie encore ouverte n'était pas une décision brillante. Et cela, en ce qui concerne l'industrie, est aggravé par le fait que la plupart des secteurs (automobile et acier) subissent des transformations majeures dues à la reconversion écologique.

Dans une telle phase, il était tout à fait évident que les entreprises saisiraient immédiatement l'occasion d'ouvrir une phase de restructuration lourde et

incontrôlée. L'absence de l'Etat sur les choix stratégiques industriels est évidente et là où il a été presque et exclusivement en soutien des choix de l'entreprise.

Question : Le 11 octobre, il y aura une grève générale appelée par tous les syndicats de base. L'une des initiatives que l'USB propose aux travailleurs des entreprises qui luttent contre les restructurations, les fermetures d'usines et les licenciements est une manifestation devant le ministère du Développement économique (MISE) à Rome, où plus d'une centaine de "tables de crise" sont ouvertes et semblent sans solution. Pouvez-vous nous décrire comment elle prend forme et comment elle s'articule avec la question de la réquisition et de la nationalisation fortement posée par l'USB comme hypothèse de défense de l'emploi, au sein de conflits importants comme ceux des travailleurs d'Alitalia ou d'ILVA ?

Sasha Colautti - Les tableaux de crise du ministère du Développement économique, si l'on inclut également les tableaux de vérification et les crises sectorielles, concernent aujourd'hui près de cent mille travailleurs. La décision de lancer un appel à manifester sous la MISE des entreprises en crise répond précisément à la nécessité de remettre le travail au centre, en unifiant les luttes.

---

*Le plus grand défaut du syndicat confédéral et de la CGIL en particulier est de gérer ces conflits comme des entités individuelles, comme s'ils ne faisaient pas partie d'une même logique.*

---

Je mentionne à nouveau GKN car il me semble être le cas le plus emblématique de ce schéma :

Un conflit qui, même dans les médias, a pris une telle importance, a été géré sans jamais vouloir déterminer un cadre d'initiative stratégique plus large. Cela s'est produit malgré le fait que le "GKN Factory Collective", hégémonisé par la FIOM, avait demandé son organisation syndicale et promu la nécessité d'une grève générale à plusieurs reprises. Ce signal n'a jamais été pris, pas même par les costumes bleus de la CGIL.

Est-il possible de lécher les bottes de Draghi, de débloquer les licenciements... et en même temps de " se lever " avec les travailleurs de GKN ?

La réponse est clairement non.

Ce sont les ambiguïtés qui, à notre avis, doivent disparaître de toutes les luttes, ambiguïtés qui concernent la fonction stratégique du syndicat, qui doit s'exprimer clairement en opposition aux politiques de ce gouvernement.

Hier, j'ai lu que le collectif GKN s'était joint à la grève générale lancée par l'USB avec d'autres organisations de base, ce qui nous réjouit évidemment. L'invitation à être présent sous le ministère leur est clairement adressée à eux aussi.

La manifestation devant le ministère vise à souligner la nécessité pour l'État de redevenir "directeur" de ses propres choix industriels. Personnellement, je ne suis pas amoureux des formules, mais je me base sur l'expérience des tables sur lesquelles nous sommes assis, où la soi-disant "intervention de l'État" se limite à garantir l'entrée de capitaux dans des entreprises qui ne sont essentiellement nationalisées que sur le papier, un excellent exemple en est l'ancienne Ilva, aujourd'hui Acciaierie D'Italia : l'État est l'actionnaire majoritaire, mais celui qui détermine les politiques industrielles est Arcelor Mittal.

Le rôle auquel nous pensons est celui de guider la reconversion industrielle écologique, de déterminer un modèle de développement économique qui réponde aux citoyens et aux travailleurs, en s'engageant à garantir des niveaux d'emploi et de revenus. Un modèle qui aborde également la question de la réduction du temps de travail pour un même salaire, afin précisément de garantir l'emploi.

---

*L'État doit être celui qui fait et guide les choix d'investissement dans les secteurs stratégiquement importants. Des entreprises qui doivent être défendues avant tout contre les prises de contrôle hostiles des intérêts publics.*

---

Le 11, nous serons à la MISE pour reconfirmer ces revendications, que nous, en tant qu'USB, portons sur les tables avec le gouvernement depuis des mois.

Question : Le Fonds de relance approuvé par le gouvernement Draghi sur les strictes instructions de l'Union européenne semble impliquer une gigantesque restructuration du secteur manufacturier en utilisant la transition écologique et la numérisation comme vecteurs. Quelles conséquences sur l'emploi sont susceptibles de résulter de tels choix, compte tenu du fait qu'il n'y a pas eu d'adaptation des instruments d'amortissement social ?

Sasha Colautti - En rapport avec la question précédente, dans laquelle j'ai dit en gros ce que nous pensons, cela me permet de dire ce que fait le gouvernement Draghi.

---

*Le décaissement des fonds du PNRR est subordonné au respect d'une multitude de contraintes. Des contraintes qui sont en fait un manifeste politique visant à dévaster l'État-providence et à garantir un modèle qui détermine les politiques économiques "en dehors des choix de l'État".*

---

Chaque centime du PNR vise à garantir un modèle économique centré sur la privatisation, la réduction des dépenses sociales et, bien sûr, la détermination de politiques industrielles visant à garantir une plus grande flexibilité, l'exploitation et la réduction des coûts du travail.

Pensez à l'attaque multipartite contre l'État-providence, contre le revenu de citoyenneté et le salaire minimum garanti (également combattu par la CGIL, la CISL et l'UIL), jusqu'à la proposition de réforme de la sécurité sociale, avec un universalisme différencié, tel que conçu par le gouvernement.

Alitalia, en revanche, représente le visage de l'attaque sans scrupules contre le travail, dans laquelle c'est le gouvernement qui est le "maître", en supprimant des milliers d'emplois et en appliquant de facto le "modèle Marchionne" à la nouvelle société ITA, qui n'embauchera qu'une partie des travailleurs dans des conditions bien pires.

Les applaudissements réservés à Draghi, la standing ovation à l'assemblée de la Confindustria, ne sont pas un hasard. Par le biais du conflit avec Alitalia, ce gouvernement dicte la ligne politique aux employeurs de ce pays. Nous serons donc sur toutes les places italiennes le 11, à Rome sous les ministères, pour dire assez au gouvernement des patrons et à ses complices.



11 octobre : un million de travailleurs en grève, 100 000 participants aux manifestations organisées dans toute l'Italie. C'est le bilan quantitatif de la grève générale nationale dans tous les secteurs publics et privés proclamée par l'USB et tous les autres syndicats du syndicalisme de base et conflictuel contre le gouvernement Draghi, fidèle exécutant des volontés de la Confindustria et de l'UE.



La journée a été marquée par des marches et des piquets dans 40 villes, avec des manifestations très suivies à Rome, Turin, Milan, Gênes, Trieste, Bologne, Florence, Catane et Naples.



# Contacts

## Rete dei Comunisti

-  [lnx.retedeicomunisti.net](http://lnx.retedeicomunisti.net)
-  [facebook.com/retedeicomunisti](https://facebook.com/retedeicomunisti)

## Contropiano

-  [contropiano.org](http://contropiano.org)
-  [facebook.com/contropiano](https://facebook.com/contropiano)
-  [instagram.com/contropiano\\_org](https://instagram.com/contropiano_org)

## Cambiare Rotta

-  [cambiare-rotta.org](http://cambiare-rotta.org)
-  [facebook.com/cambiarerotta.org](https://facebook.com/cambiarerotta.org)
-  [instagram.com/cambiarerotta](https://instagram.com/cambiarerotta)

## OSA

-  [osa.claims](http://osa.claims)
-  [facebook.com/OSA](https://facebook.com/OSA)
-  [instagram.com/osa.nazionale](https://instagram.com/osa.nazionale)